

Conférence de presse de François BAYROU sur les retraites et les personnes âgées

20 mars 2007

François Bayrou a tenu une conférence de presse sur la question des retraités et des personnes âgées. Il a exposé son projet d'une nouvelle société qui refuse la fracture entre les générations et qui choisit de recréer du lien entre elles. François Bayrou propose une réforme des retraites "équitable, durable et soutenable" et de porter les "petites retraites" à 90% du Smic en cinq ans. Le candidat à l'élection présidentielle propose également une politique de prévention de la solitude et de la dépendance.

"Le plus grand danger, c'est la négligence des citoyens". Cette phrase de Pierre Mendès France citée par François Bayrou, illustre la menace de conflit de générations qui existe si nous ne faisons rien pour les retraités et les personnes âgées. C'est, à ses yeux, le grand sujet de société qui va marquer le XXI^e siècle et qui va affecter l'équilibre traditionnel de la France. Cette question fait d'ailleurs partie du « ministère de la nouvelle société » que François Bayrou veut mettre en place pour traiter toutes les évolutions de la société – la place des femmes, des jeunes, des associations, d'Internet. Son projet répond à deux enjeux : quel modèle de société voulons-nous ? Quel est le mode de gouvernement pour cette nouvelle société ? François Bayrou a fait remarquer en introduction que les pouvoirs publics avaient ignoré les changements et les déséquilibres liés à l'allongement de la durée de la vie. Entre 2000 et 2020, la part des plus de 65 ans va augmenter de 50% passant de 10 à 15 millions de personnes et le coût de la dépendance va passer de 0,94% à plus de 1,5% du PIB entre 2005 et 2020. Il a également fait remarquer que cette question des retraités et des personnes âgées était absente de la campagne électorale. Et pourtant, nous courons le risque soit d'un effondrement du niveau de vie des actifs compte tenu de la charge croissante des retraites ; soit d'un effondrement du niveau de vie des retraités.

François Bayrou estime qu'il y a urgence à refondre nos régimes de retraites. Le candidat à l'élection présidentielle en a exposé les principes : la réforme doit prendre en compte toutes les retraites (y compris les régimes spéciaux) et la pénibilité du travail. Les citoyens doivent être assurés qu'il y aura une égalité de traitement des Français devant la retraite. Cette réforme doit nous conduire à un régime équilibré. François Bayrou propose pour y parvenir d'instaurer une retraite par points – le montant augmente avec le temps de cotisation : ainsi, chacun pourra choisir l'âge de son départ à la retraite en fonction du niveau de sa pension. Le candidat à l'élection présidentielle a fait plusieurs remarques : pour que les personnes puissent choisir de travailler plus longtemps, il faut qu'on leur en laisse la possibilité. Or en France, la moitié des salariés qui prennent leur retraite ont déjà perdu leur travail. Les plus de 60 ans ont le taux d'activité le plus faible de tous les pays développés – 7% pour les hommes et 4% pour les femmes. C'est pourquoi François Bayrou veut inciter les entreprises à garder les plus de 50 ans : "Le président de la République doit assumer cette mission de prise de

conscience démocratique" a déclaré le candidat. Deuxième remarque : une fois la réforme des retraites votée, il considère que la gestion du système ne doit plus être l'affaire de l'Etat mais des partenaires sociaux. La question relève selon lui, de la démocratie sociale et non de la démocratie politique. Troisième remarque, l'équilibre de nos régimes de retraite dépend également de notre politique démographique. François Bayrou propose une politique de soutien à la naissance : cela suppose de penser à la garde d'enfant, au retour des femmes dans l'emploi et à la défense de leur carrière professionnelle. François Bayrou a également abordé la question spécifique des "petites retraites" et du minimum vieillesse. Il a pris l'engagement de porter ces retraites à 90% du Smic en cinq ans. Cette dépense nouvelle, budgétée dans son programme, est "destinée à ceux qui ne peuvent pas se défendre et qui ne forment pas de lobbies". Les personnes concernées pourront ainsi passer d'une "vie de précarité" à une "vie de dignité et d'équilibre".

François Bayrou a expliqué comment il comptait mettre en œuvre cette refonte des retraites. Il s'agira d'"une réforme pour les Français et par les Français" a prévenu le candidat, "ce n'est pas une affaire d'experts mais de citoyens". Cette réforme sera d'abord discutée avec les partenaires sociaux et les représentants des retraités. Il s'adressera également aux organismes publics et privés de retraite et il associera le Conseil économique et social. Ensuite, la réforme sera votée par le Parlement. Enfin, François Bayrou veut qu'elle soit soumise à référendum. Le candidat à l'élection présidentielle a expliqué pourquoi la consultation des Français était si importante à ses yeux : "Je veux changer le rapport entre le pouvoir et les Français". Il souhaite passer d'"une société de défiance et du soupçon" à "une société de confiance" : "Les Français doivent avoir la certitude d'avoir l'information maximale sur le sujet et qu'ils auront leur mot à dire". Le candidat considère le peuple français comme "un grand peuple", "un peuple adulte" : "Il ne faut pas tromper les citoyens, il faut leur dire tout". Il ne s'agit donc plus de fonctionner sur le mode de la promesse mais sur le mode de la cohérence d'un projet porté par une vision. Les promesses non tenues ont conduit, selon lui, à cette défiance du peuple français et expliquent pourquoi les Français ont tendance à bloquer toute réforme.

François Bayrou a consacré un chapitre de sa conférence de presse au rapport entre la société et les personnes âgées. Il veut notamment promouvoir une meilleure reconnaissance de l'apport des retraités à la société : « Nous avons besoin de cadres qui auront la responsabilité du lien social dans un pays où il faudra le reconstruire ». François Bayrou pense notamment aux jeunes retraités qui pourraient encadrer les personnes allocataires des minima sociaux qui auront une activité au service d'associations et de collectivités locales. Dans la nouvelle société que François Bayrou veut mettre en place, il ne s'agit plus seulement de recevoir mais aussi de donner. C'est le sens du slogan de sa campagne « La France de toutes nos forces ». François Bayrou propose également de mettre en place une politique de prévention de la solitude et de la dépendance. La politique du tout maison de retraite ne répond plus à la demande : 87% des personnes âgées veulent rester le plus longtemps possible chez elles. Ce qui suppose qu'elles restent le moins longtemps seules. François Bayrou a

ainsi défendu la mixité sociale et générationnelle. Il s'agit de faire vivre sur le même palier, une famille nombreuse et des personnes âgées : cela permettrait de développer des liens et un échange de services - garde d'enfants, course... Cela implique, selon lui, de repenser notre politique de logement et d'urbanisme car "si chacun reste dans son ghetto, le lien social est mort". François Bayrou a également estimé que nous avons besoin d'une grande politique de prévention de la dépendance en matière de santé : il propose ainsi la mise en place d'un contrat "prévention dépendance" qui serait signé entre le patient et son médecin traitant avec le partenariat de l'assurance maladie. Cela implique, selon lui, de changer l'offre de soins, de garantir le libre choix et de sortir du recours aux urgences. Il veut ainsi favoriser les hébergements temporaires - l'accueil de jour et l'accueil de nuit - qui n'existent pas actuellement. Il a fait valoir que des structures proches des dispensaires coûteraient moins cher que les grosses structures médicales. Il souhaite également renforcer l'offre de soins à domicile et créer des maisons médicales, en particulier dans les zones rurales, afin de mutualiser les moyens. Cette politique s'inscrirait dans une nouvelle gouvernance médicale : François Bayrou est favorable à une régionalisation de notre politique de santé où les professionnels de santé, les patients et les élus pourraient s'exprimer. Enfin, il faudra aider les familles qui ont à leur charge une personne dépendante notamment en incitant des personnes encore jeunes à souscrire à un contrat d'assurance perte d'autonomie.